

# Les agriculteurs poursuivent le blocage de raffineries et dépôts de carburants

© 11/06/2018 |  Terre-net Média

**Les agriculteurs poursuivent lundi leur mouvement de blocage, entamé la veille au soir, de plusieurs raffineries et dépôts de carburant pour protester contre la concurrence de l'huile de palme importée sur le marché des biocarburants.**

Le premier syndicat agricole, la **FNSEA**, et les **Jeunes Agriculteurs** (JA) ont appelé leurs adhérents à occuper au total 14 sites stratégiques durant trois jours reconductibles. « Nous avons entre 70 et 160 personnes sur 13 sites, et un quatorzième va être bloqué à partir de 9 h 30, celui de Donges en Loire-Atlantique », a indiqué lundi matin à l'AFP **Christiane Lambert, présidente de la FNSEA**, premier syndicat agricole français qui a appelé au mouvement avec celui des **Jeunes Agriculteurs** (JA) pour trois jours reconductibles. Certains sont déjà prêts à prolonger le blocage comme à Strasbourg, où les producteurs ont monté des tentes à l'entrée du dépôt pétrolier du port du Rhin. « On est installé pour la semaine. (...) », a précisé à l'AFP Franck Sander, président de la FDSEA du Bas-Rhin.

« L'organisation est faite pour durer » car « le dialogue est rompu » avec le gouvernement, explique Damien Greffon, président de la FRSEA d'Ile-de-France, devant le **dépôt de carburant de Grigny** (Essonne) où les agriculteurs ont déversé de grandes quantités de fumier, de terre et de pommes de terre pour bloquer les accès, sous les yeux de CRS. « La France importe un certain nombre de produits qui ne respectent pas les **règles qu'on impose aux agriculteurs français**. Ça concerne aussi bien la viande du **Mercosur**, le vin espagnol que **l'huile de palme** », dit-il à l'AFP. « Nous ne sommes pas contre les importations (...) mais nous voulons, pour le consommateur, que le gouvernement soit cohérent et que les importations soient faites à normes égales, sinon l'agriculture française va disparaître », a déclaré à l'AFP **Samuel Vandaele, secrétaire général des JA**.

## « C'est la goutte d'huile de palme qui fait déborder la coupe des problèmes des paysans »

Jusqu'à 300 000 tonnes par an d'**huile de palme**, produit hautement controversé car accusé de favoriser la **déforestation en Asie du Sud-Est**, doivent en particulier être importées pour alimenter la **bioraffinerie Total de La Mède** (Bouches-du-Rhône), qui doit démarrer cet été. Alors que l'agriculture française peut fournir davantage d'**huile de tournesol ou de colza**, mais plus chère. L'accès à ce site symbolique est bloqué depuis dimanche soir par plusieurs dizaines d'agriculteurs, rassemblés dans le calme, a constaté sur place un vidéaste de l'AFP.

« C'est la goutte d'huile de palme qui fait déborder la coupe des problèmes des paysans », résume Pierre Lebaillif, président des JA de Normandie, interrogé par l'AFP. « Pour l'exploitation qui cultive du colza, ça peut être à l'avenir des quantités à produire en moins ou des prix qui baissent. » **"Biocarburant : on n'a pas investi pour importer"**, pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants à Vatry. « N'importons pas l'agriculture que nous ne voulons pas ! », est le slogan que les agriculteurs en colère rappellent dans leurs tweets.

## Les accords commerciaux dénoncés (Ceta, UE/Mercosur)

Le porte-parole de LREM Gabriel Attal a affirmé que **l'État ne peut pas se dédire de l'accord scellant l'importation d'huile de palme pour La Mède**, mais sera « vigilant », notamment sur sa qualité environnementale. Nécessitant jusqu'à 650 000 tonnes de matières premières par an, cette bioraffinerie utilisera aussi d'autres huiles, dont 50 000 tonnes de « colza français », a promis début juin le **PDG de Total, Patrick Pouyanné**. Inacceptable pour les agriculteurs qui ont fait leurs comptes. « Avec la Mède, nous allons perdre 400 000 hectares de colza sur 1,5 million d'hectares au total », estime Samuel Vandaele.

Le mouvement des agriculteurs est observé avec intérêt par les ONG environnementales, d'ordinaire opposées à la FNSEA dans les dossiers phytosanitaires. Les paysans espèrent aussi le soutien des consommateurs, en dénonçant les effets sur le contenu des assiettes d'accords commerciaux internationaux, comme le **Ceta** signé avec le Canada et **l'accord UE-Mercosur** en cours de négociation. « En Amérique du Sud, la taille moyenne d'un élevage est de 24 000 bovins, en France un agriculteur élève en moyenne 80 vaches allaitantes, et on nous demande d'être toujours plus vertueux sur le plan de l'environnement », fait valoir Christiane Lambert.

## Pas de pénurie de carburant en vue

Les agriculteurs demandent la réintroduction dans la **loi Alimentation**, examinée à partir du 26 juin au Sénat, d'un amendement sur l'interdiction d'importer toute denrée produite en utilisant des **substances phytosanitaires interdites dans l'Union européenne**. Ils souhaitent aussi que le gouvernement renonce à son contingent d'importation d'huile de palme, et réclament un allègement du coût du travail salarié de saisonniers, « qui est 27 % plus élevé qu'en Allemagne et 37 % plus important qu'en Italie », selon Mme Lambert. Une **pénurie de carburant** n'est toutefois pas à craindre dans l'immédiat, la France comptant au total sept raffineries en activité ainsi que 200 dépôts de carburant. De plus, l'État dispose de stocks stratégiques pour trois mois.

Depuis dimanche soir, les raffineries Total de Feyzin près de Lyon, de Gonfreville-l'Orcher près du Havre et de Grandpuits (Seine-et-Marne) sont bloqués par des agriculteurs comme les dépôts pétroliers du port rhodanien Édouard Herriot, du port du Rhin, ainsi que ceux de Vatry (Marne), de Lespinasse près de Toulouse, Coignièrès (Yvelines) et de Cournon dans le Puy-de-Dôme. Les manifestants avaient également prévu d'empêcher d'ici lundi matin l'accès aux dépôts de Dunkerque (Nord), Grigny (Essonne), Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ainsi qu'à une autre raffinerie Total à Donges (Loire-Atlantique).

